

Service vétérinaire de l'Aude

Carcassonne, le 07/02/2022

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2022

Partie nominative

SCEA DE PLANOLLE
domaine de Planolle
11400 FONTERS DU RAZES

Affaire suivie par : Xavier BURLAN
Téléphone : 04 34 42 91 00
Courriel : ddetspp-sv@aude.gouv.fr
Références : 0511-00077-2
Pièces jointes :

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 28/01/2022 de l'établissement SCEA DE PLANOLLE implanté domaine de Planolle 11400 FONTERS DU RAZES. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Inspecteurs: Mr Xavier BURLAN, inspecteur de l'environnement (rédacteur du présent rapport)

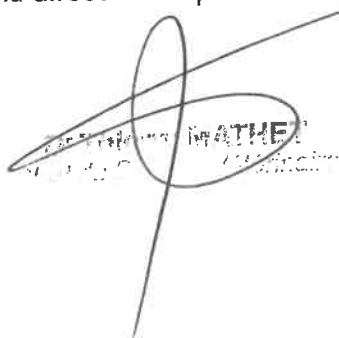
Les participants présents à l'inspection : Mr Philippe Izard, gérant de l'établissement.

L'inspecteur de l'environnement

Xavier BURLAN

Vu et transmis,

Pour la directrice départementale,


NATHIE

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 28/01/2022 de l'établissement SCEA DE PLANOLLE implanté domaine de Planolle 11400 FONTERS DU RAZES et au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Service vétérinaire de l'Aude

Carcassonne, le 07/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



SCEA DE PLANOLLE
Domaine de Planolle
11400 FONTERS DU RAZES

Références : 0511-00077-2

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2022 dans l'établissement SCEA DE PLANOLLE implanté domaine de Planolle 11400 FONTERS DU RAZES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'établissement qui est considéré à "enjeu" doit être inspecté tout le 3 ans, le dernier contrôle ayant eu lieu le 14 mars 2019.

M. Izard a été informé de l'inspection le 26 janvier 2022.

L'inspection s'est déroulée en 2 phases avec un contrôle documentaire et une inspection des bâtiments.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA DE PLANOLLE
- domaine de Planolle 11400 FONTERS DU RAZES
- Code AIOT dans GUN : 0051100077
- Régime : autorisation

L'établissement est constitué de 3 bâtiments d'élevage. Les volailles sont achetées par la société Vivadour dans le Gers. Actuellement, la production moyenne est de 4 bandes par an et par bâtiment. La production en 2021 a été d'environ 200000 poulets.
les animaux sont abattus à Codom (32).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	/	
Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	/	
Généralités	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	/	
Généralités	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	/	
Généralités	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	/	
Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	
Principes généraux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16	/	
Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	/	
Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23 > III.	/	
Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	/	
Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	/	
Épandage et traitement des effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26	/	
Épandage et traitement des effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1	/	
Le plan d'épandage répond à trois objectifs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2 > a)	/	
Les éléments à prendre en compte pour la réalisation du plan d'...	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2 > b)	/	
Composition du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2 > c)	/	
Épandage et traitement des effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-4	/	
Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31 > I.	/	
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le fonctionnement de l'établissement est conforme vis à vis de réglementation des ICPE.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;- le registre des risques (art. 14)- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. Art. 37)- les bons d'enlèvements d'équarrissage (cf. Article 34). Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : les documents mentionnés à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 27/12/2013 susvisé sont tenus par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : les installations et les abords sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.
Constats : l'exploitant a recensé la présence sur le site de 2 cuves à gaz de 5 m3 chacune et de 3 cuves à fioul, une de 2 m3 pour alimenter un groupe électrogène et 2 autres de 2,5 m3 utilisées pour l'exploitation céréalière.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.
Constats : présence des fiches de données de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : la dératisation et la désinsectisation de l'établissement sont réalisées par l'exploitant sur les conseils de la société CTH qui fournit également les produits utilisés. Les produits de nettoyage et de désinfection sont entreposés dans les sas des bâtiments.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie
Constats : présence d'une poche d'eau de 240 m ³ , de conduites d'eau adaptées pour lutter contre les débuts d'incendie et de 2 extincteurs révisés tout les 2 ans. Les consignes de sécurité sont affichées dans l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : des travaux ont été réalisés en 2021 portant sur le changement des néons d'un bâtiment et sur la vérification des installations électriques. Le registre des risques est tenu par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Principes généraux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16
Prescription contrôlée : I. Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 et suivants du code de l'environnement. II. Dans les zones vulnérables aux pollutions par les nitrates, délimitées conformément aux dispositions des articles R. 211-75 et R. 211-77 du code de l'environnement, les dispositions fixées par les arrêtés relatifs aux programmes d'action pris en application des articles R. 211-80 à R. 211-83 du code de l'environnement sont applicables.
Constats : le fonctionnement de l'établissement respecte le programme d'action de protection des eaux contre la pollution par les nitrates dans la zone vulnérable de la Piège.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau
Constats : L'eau utilisée vient du réseau d'eau potable. L'eau utilisée est distribuée en suivant 2 circuits : un pour l'abreuvement avec acidification et la brumisation et un pour le nettoyage. Un compteur est installé dans chaque bâtiment avec enregistrement des consommations sur un automate. La consommation d'eau en 2021 est estimée à 3000 m3 pour l'abreuvement et la brumisation et à 30 m3 pour le nettoyage.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Collecte et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23 > III.
Prescription contrôlée : En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.
Constats : L'élevage s'effectuant sur litière accumulée, les fumiers compact pailleux sont stockés au champs à l'issue d'un stockage de 2 mois sous les animaux. La durée de stockage ne dépasse pas 10 mois et le retour sur un même emplacement n'intervient pas avant un délai de 3 ans.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Collecte et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
Constats : Les systèmes utilisés permettent d'éviter que les eaux de pluie ne soient mélangées aux effluents.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Collecte et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25
Prescription contrôlée : Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.
Constats : Aucun effluent n'est rejeté dans les eaux souterraines.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Epandage et traitement des effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
Prescription contrôlée : L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5.
Constats : Présence d'un plan d'épandage du 4 avril 2019 réalisé par la chambre d'agriculture de l'Aude.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Epandage et traitement des effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1
Prescription contrôlée : Les effluents d'élevage bruts ou traités peuvent être épandus afin d'être soumis à une épuration naturelle par le sol et d'être valorisés par le couvert végétal. Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée. Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir :— la stagnation prolongée sur les sols ;— le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ;— une percolation rapide vers les nappes souterraines.
Constats : L'apport de 170kg d'azote organique /ha est respecté.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Le plan d'épandage répond à trois objectifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2 > a)
Prescription contrôlée : — identifier les surfaces épandables exploitées en propre ou mises à disposition par des tiers ;— identifier par nature et par quantité maximale les effluents d'élevage à épandre, qu'ils soient bruts, y compris ceux épandus par les animaux eux-mêmes, ou traités ;— calculer le dimensionnement des surfaces nécessaires à l'épandage, y compris par les animaux eux-mêmes, de ces effluents ;
Constats : le fumier est traité par épandage selon le plan d'épandage réalisé le 4 avril 2019 par la chambre d'agriculture de l'Aude. L'exploitation est implantée en zone vulnérable. L'épandage s'effectue sur 4 communes situées en zone vulnérable : Cazalrenoux, Fonters du Razés, Generville et Saint Amans. La production annuelle étant de 5760 unités d'azote, l'apport moyen est de 36 unités/Ha.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Les éléments à prendre en compte pour la réalisation du plan d'épandage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2 > b)
Prescription contrôlée : — les quantités d'effluents d'élevage bruts ou traités à épandre en fonction des effluents produits, traités, exportés et reçus sur l'exploitation ;— l'aptitude à l'épandage des terres destinées à recevoir les effluents d'élevage bruts ou traités. L'aptitude des sols est déterminée selon une méthode simplifiée approuvée par le ministre en charge de l'écologie ;— les assolements, les successions culturales, les rendements moyens ;— les périodes d'épandage habituelles des effluents d'élevage bruts et traités, le cas échéant, sur les cultures et les prairies ;— les contraintes environnementales prévues par les documents de planification existants ;— les zones d'exclusion mentionnées à l'article 27-3 ;
Constats : mentionné dans le plan d'épandage du 4 avril 2019.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Composition du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2 > c)
Prescription contrôlée : Constitution du plan d'épandage.
Constats : conforme au plan d'épandage du 4 avril 2019.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Epandage et traitement des effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-4
Prescription contrôlée : La superficie du plan d'épandage
Constats : mentionné dans le plan d'épandage du 4 avril 2019.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Emissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31 > I.
Prescription contrôlée : les bâtiments sont correctement ventilés. L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.
Constats : Les bâtiments sont équipés: - soit de volets mécaniques sur une face et ventilateurs dynamiques sur l'autre face du bâtiment; - soit de volets avec brassage d'air central. Absence d'odeur à l'extérieur des bâtiments.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Prescription contrôlée : tenu du cahier d'épandage
Constats : l'exploitant a présenté le jour du contrôle un cahier d'épandage conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

